

Pas d'alternative sans mouvements sociaux

Entretien croisé avec Rajagopal Puthan Veetil et Miguel Altieri

Un changement est-il en train de s'opérer dans les sociétés, dans des espaces pourtant historiquement assez hermétiques aux discours sur l'alimentation durable? Au Nord comme au Sud, les mutuelles se renforcent, les syndicats s'emparent de la question agricole et redonnent aux exploitants agricoles une place dans les luttes collectives. En germe, pointe l'élargissement des mouvements sociaux. *Défis Sud* a discuté de ces sujets avec Rajagopal Puthan Veetil et Miguel Altieri.

Défis Sud: Miguel Altieri, le système rend la perspective de changements très difficiles, alors que faire?

MA: Le système est biaisé contre l'agroécologie. Les enjeux commerciaux forcent les agriculteurs à se spécialiser, ce qui va à l'encontre de la diversification, en plus du fait que cette agriculture est subsidiée. Nous ne sommes donc pas confrontés au vrai prix de la nourriture tout comme nous ne payons pas le vrai prix de l'essence... Tant que ces facteurs contraignants demeureront, le changement ne sera pas possible. Ce qui manque aussi en Europe et aux USA, ce sont des mouvements sociaux assez puissants. Au Brésil, c'est la force des mouvements sociaux qui a porté l'agroécologie au niveau des politiques nationales et qui a contribué à sa dissémination via des réseaux d'agriculteurs. Donc, si l'économie n'est pas porteuse d'alternatives et si les mouvements sociaux ne sont pas assez forts pour répandre l'agroécologie, je ne vois pas comment le changement pourrait se produire.

DS: Ces mouvements sociaux doivent ils forcément être des mouvements paysans à la base?

MA: Aux USA, les innovateurs ne sont pas des fermiers puisque seulement 2% de la population est paysanne et l'âge moyen d'un agriculteur en activité est de 64 ans. Il n'y a pas de mouvements sociaux dans les zones rurales des USA. Le mouvement vient des périphéries urbaines, des Latinos, des Noirs, des gens impliqués dans le mouvement *Food Justice*, qui

travaillent principalement dans les quartiers où vivent ceux qui ne bénéficient pas de bons revenus, les Afro-Américains, les Latinos, les pauvres... Ils n'ont pas accès à de l'alimentation fraîche parce que la plupart des supermarchés ont quitté leurs quartiers. Mais simultanément, dans ces zones, beaucoup de terres disponibles pourraient permettre de développer l'agriculture urbaine.

DS: Rajagopal, comment concevez-vous la transition de façon démocratique?

R: En démocratie, il faut que le vote des gens ait une signification dans l'application des politiques. J'utilise souvent la métaphore de l'État qui est un éléphant qui bougera si vous lui donnez la bonne direction... Il est possible d'articuler le pouvoir du peuple pour faire voter des lois, contrôler le politique et l'État. Il est également essentiel de motiver les classes moyennes dans un monde compétitif où ces classes sont de moins en moins sensibles aux souffrances de pauvres... Elles oublient qu'elles ont gravi les échelons au détriment des plus pauvres.

DS: Des lois positives sont régulièrement votées, mais les décrets d'application restent systématiquement problématiques.

R: Dans l'histoire, ce sont souvent les minorités actives liées à des révolutions qui se sont emparées des pouvoirs. Les lobbies sont également des minorités agissantes. Si vous avez obtenu des lois via des minorités, vous êtes moins en mesure de les faire appliquer que

« Les petites fermes donnent trois fois plus d'emplois que les fermes industrielles. »

Miguel Altieri.

si l'action résulte d'un véritable mouvement social organisé. En Inde, sur papier, le Conseil national de la réforme foncière (National Land Reform Council) est constitué, dirigé par le Premier ministre, j'en suis membre. Mais je serais mal à l'aise pour vous répondre si vous me demandiez si ce Conseil a réalisé quelque chose... Nous avons déjà une structure, il faut continuer à se battre pour qu'elle puisse travailler. Les recours en justice rapide pour les conflits fonciers et les mécanismes de résolution des conflits fonctionnent au niveau de certains États de la fédération indienne, mais pas dans d'autres.

En 2006 nous avons obtenu l'Acte des droits forestiers. Les peuples indigènes et tribaux représentent 8% de la population, ils vivent en forêt mais on les expulse pour différentes raisons, l'extraction minière principalement... Nous avons organisé des marches et des campagnes de lobbying pour obtenir cet Acte qui fonctionne aujourd'hui efficacement. Les indigènes des forêts, en tant que vrai mouvement, se sont battus pour faire appliquer l'Acte. En Inde, les agriculteurs sont aujourd'hui très remontés contre les accaparements de terres. Mais parfois les gens ne sont même pas au courant des lois qui peuvent être appliquées à leur avantage... Ce qui se passe dans ces cas-là, c'est que ce sont souvent des institutions internationales qui conseillent de faire ceci ou cela. Les Nations unies décrètent qu'il faut un conseil des droits de l'homme ou des comités de femmes. Les gouvernements mettent tout en œuvre, juste pour vouloir être de bons élèves des institutions internationales. Le top-down ne va pas fonctionner. Je m'inquiète aussi de constater que les Nations unies doivent organiser des Années internationales de l'agriculture familiale et des sols. J'ai des craintes que l'on transfère vers les Nations unies des responsabilités qui doivent être portées par les États. Les Nations unies ne doivent pas devenir un refuge pour notre bonne conscience sans de réelles actions à la racine.

DS: *Miguel Altieri, comment concevoir une transition qui est capable de mettre en place des systèmes de solidarité de marché qui vont rendre la nourriture disponible pour tout le monde sur la base d'une production locale?*

MA: Il s'agit surtout de mettre en place un système alimentaire alternatif à celui des multinationales. Cela se fait par l'articulation des fermiers et des consommateurs sous différentes modalités, des marchés locaux, des

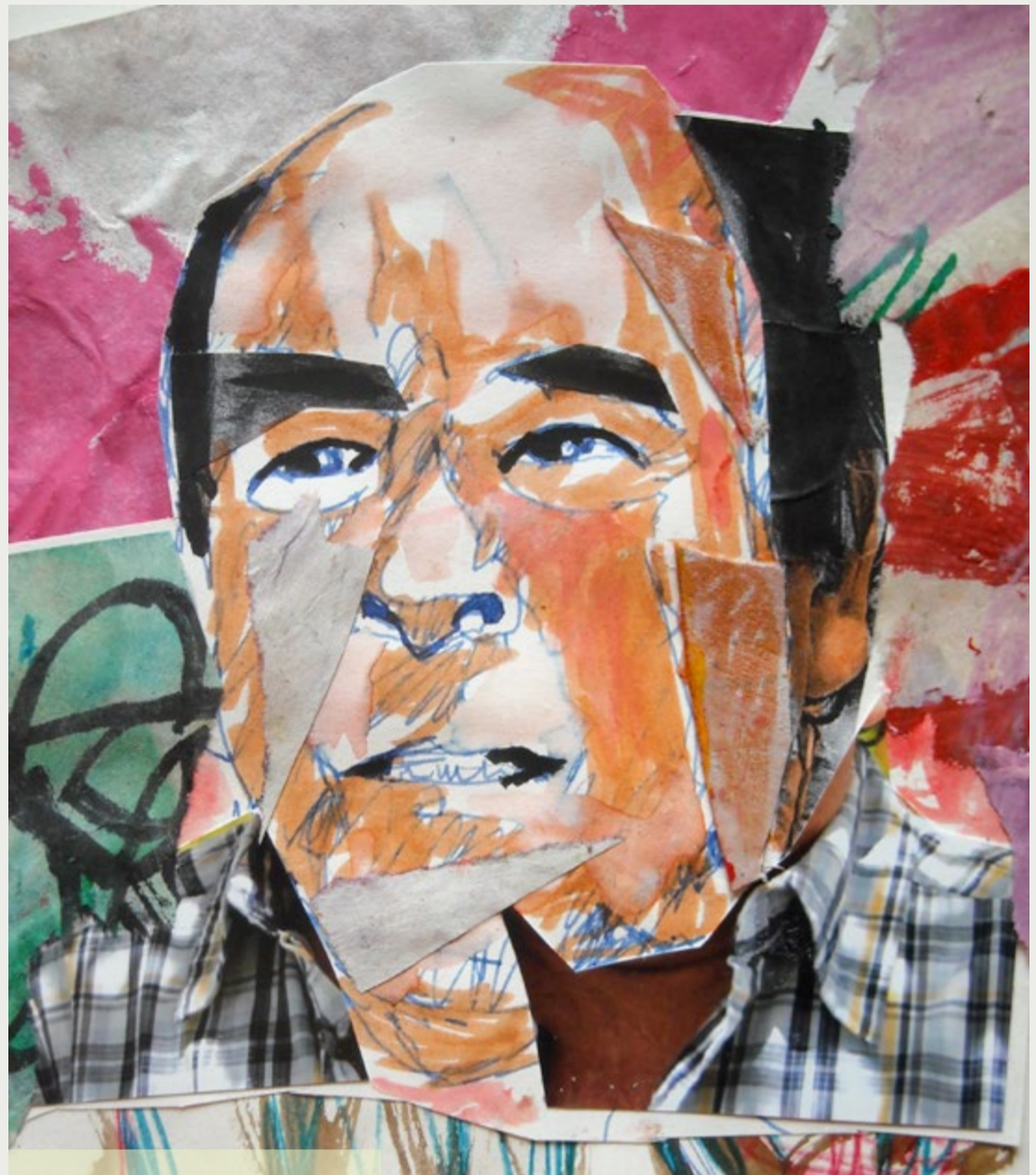


Illustration © Yves Dewulf.

CSA (Community supported agriculture), des marchés de fermiers et d'autres modalités de solidarité dans lesquels les consommateurs supportent les fermiers, et inversement. Cette transition est une manière de démocratiser le système alimentaire, car tout cela existe mais le plus souvent pour les classes moyennes et supérieures, qui sont capables de payer le prix... Pour renforcer les alternatives, il faut de la volonté politique, il faut des décideurs qui permettent à ce système de se mettre en place, puisqu'il faut un accès à la terre, des marchés, de la recherche, de l'éducation, tout ce qui nécessite un soutien de la part des politiciens qui doivent être convaincus que c'est la voie à suivre. Et s'ils ne le sont pas, il faut des mouvements sociaux très forts qui poussent les politiciens à appliquer ces politiques, c'est ce qui arrive au Brésil où il existe un plan national d'agroécologie qui est le résultat d'années de campagnes des mouvements sociaux. >

Miguel Altieri (Chili), enseigne l'agroécologie, l'agroforesterie et l'agriculture urbaine à l'Université de Berkeley, en Californie. Spécialiste mondialement reconnu, il a conseillé de nombreuses organisations gouvernementales et a coordonné des programmes d'agriculture durable aux Nations unies.

Rajagopal P. V. (Inde) est un militant gandhien et altermondialiste, fondateur d'Ekta Parishad, un mouvement populaire qui aide le peuple indien à mieux contrôler les ressources telles que la terre, l'eau et la forêt. Rajagopal est aussi vice-président de la Fondation Gandhi pour la Paix, basée à New Delhi.



Illustration © Yves Dewulf.

« En démocratie, il faut que le vote des gens ait une signification dans l'application des politiques. »

Rajagopal.

► **DS:** Comment cette transition se conçoit-elle en termes d'emploi et d'industrialisation ?

MA: Au Brésil, le gouvernement achète les productions des fermiers pour alimenter les cantines scolaires et les hôpitaux. Les autorités subventionnent directement les paysans pour qu'ils puissent mettre en place des unités de transformation. C'est ainsi qu'il est possible de faire fonctionner des agro-industries communautaires. Il faut savoir que les petites fermes donnent trois fois plus d'emplois que les fermes industrielles.

DS: On rétorquera que c'est du travail pénible.

MA: Oui, c'est du travail pénible, mais l'on constate de plus en plus que, lorsque l'infrastructure agroécologique a démarré, c'est-à-dire lorsque tous les composants sont en place (la biodiversité, les animaux, les arbres), le système commence à fonctionner par lui-même et permet une réduction de la pénibilité du travail. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de travail, car on peut dégager plus de temps pour améliorer la transformation. Cela permet de réorienter les activités, vers l'artisanat, par exemple, qui permet aux familles de bénéficier de revenus supplémentaires.

Il y a de toute manière plus d'externalités positives dans l'agroécologie que dans l'agri-

culture industrielle. L'agroécologie, en plus de produire tout autant de nourriture, protège la biodiversité, protège la qualité de l'eau, refroidit la planète, maintient l'identité culturelle.

DS: Rajagopal, pensez-vous que la transition doit démarrer à partir d'une certaine coexistence entre les différents modèles ?

R: Nous vivons dans un monde contradictoire. Presque tous les jours on dépense de l'argent dans l'organisation de séminaires et de conférences sur l'agroécologie, etc. La peur s'installe: tout va mal et on craint que rien ne changera. Et les petits changements entraînent une récupération par le système. Il faudra tôt ou tard inverser le modèle sur base d'exemples portés par de vrais mouvements sociaux. Je suis de ceux qui aiment parler de la nécessité d'éducation des générations futures. C'est là que tout commence. Est-il possible de mettre en place une éducation différente qui va provoquer une métamorphose des modes de vie ? Il faut que les choses bougent. Notre éducation est toujours orientée vers la compétitivité et on se raconte qu'avec des petites adaptations, ça ira... Ça ne va pas arriver. Les transformations dans l'éducation doivent aussi être le résultat de décisions politiques impulsées par la base. ♦

Propos recueillis par Pierre Coopman